

Baromètre de la précarité dans la métropole de Lyon

2^e édition

Retour des professionnels en contact direct avec des publics précaires

Situation au 1^{er} semestre 2025

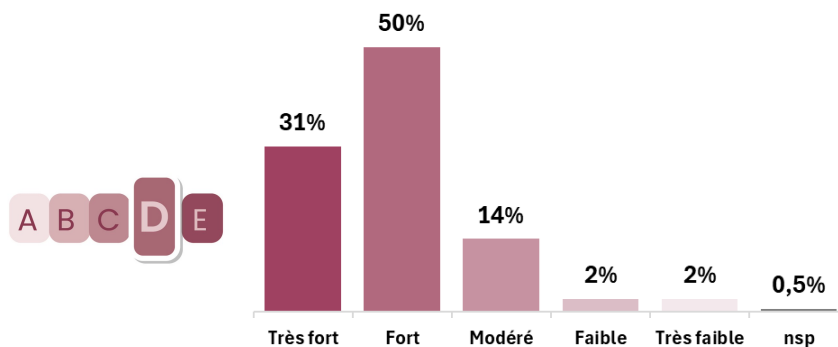
OBSERVATOIRE
METROPOLITAIN
DES SOLIDARITES

FEVRIER
2026

Qui est précaire, et dans quels domaines ?

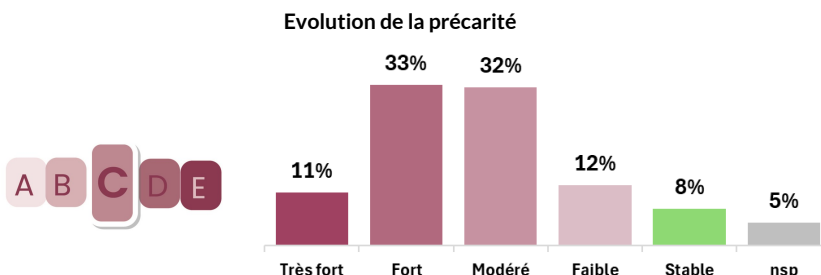
Le niveau de précarité au 1^{er} semestre 2025

La quasi-totalité des professionnels (81 %) considère que le niveau de précarité des personnes avec lesquelles ils sont en contact est important. Un professionnel sur trois l'estime même très important (31%).



L'évolution de la précarité au cours du semestre

Même si huit répondants sur dix estiment que le niveau de précarité s'accroît, leur appréciation demeure contrastée. En effet, un tiers observe une progression modérée, un autre tiers fait état d'une augmentation significative, et un dixième évoque une aggravation très importante. À l'inverse, les plus optimistes perçoivent au mieux une stabilité (un sur dix) ou une faible augmentation (un sur dix).



Méthodologie

Le Baromètre s'inscrit dans une démarche participative, associant les professionnels dès le démarrage du projet et reposant sur leurs retours d'expérience auprès des publics en situation de précarité. Pour cette 2^e édition, près de 212 professionnels, issus de plus de 73 structures, ont répondu à l'enquête.

Le questionnaire, diffusé en ligne et volontairement court, a été élaboré avec l'appui d'experts mobilisés spécifiquement pour le projet. Il comporte une dizaine de questions : grilles de valeur, questions fermées et ouvertes, permettant aux répondants d'exprimer leur perception de la précarité, ainsi que de signaler des phénomènes non couverts par le questionnaire. Les résultats ont vocation à être actualisés tous les semestres.

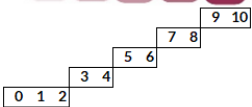
Fin 2025, un groupe de travail réunissant une quinzaine de professionnels a permis d'identifier des propositions d'amélioration du questionnaire. Ces évolutions seront prises en compte à partir de la prochaine édition.



Décryptage

Scoring :

Il identifie la médiane des répondants (les réponses étant sur l'échelle de 0 à 10). L'identification de la valeur (qui permet d'avoir 50% des répondant en dessous et 50% au dessus) est converti en lettre : 0,1,2=A; 3,4=B; 5,6=C; 7,8=D; 9,10=E



<Faible Très fort>

Note des professionnels

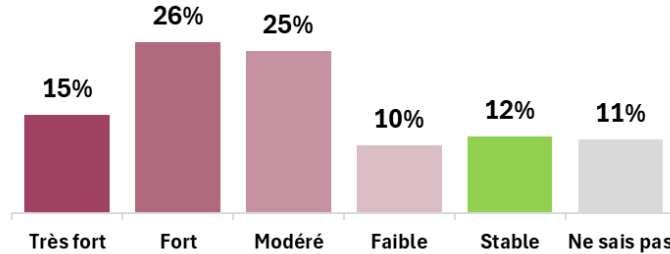
Lettre = 50% / 50%



L'évolution du nombre de personnes précaires

41% des répondants perçoivent une augmentation significative du nombre de personnes précaires au cours du semestre. 35% pensent que cette hausse est modérée ou faible, alors que 12% pensent que la situation est restée stable.

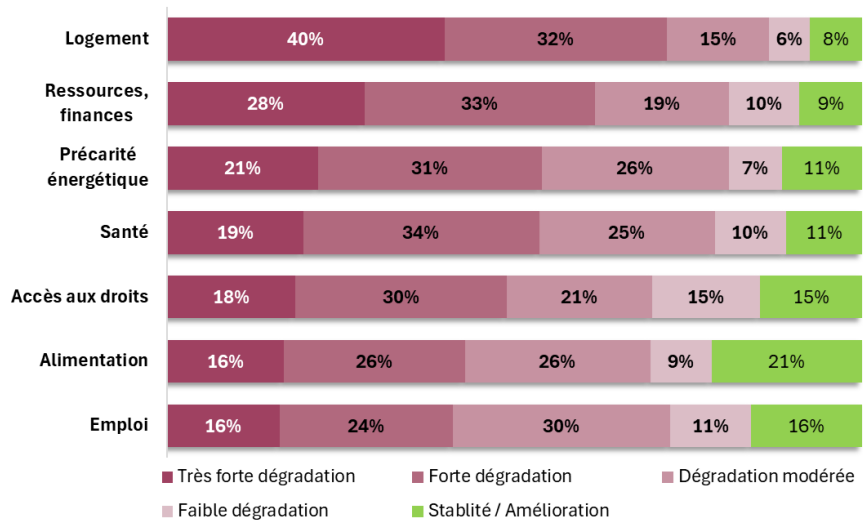
Evolution du nombre de personnes précaires



L'évolution de la précarité par domaine

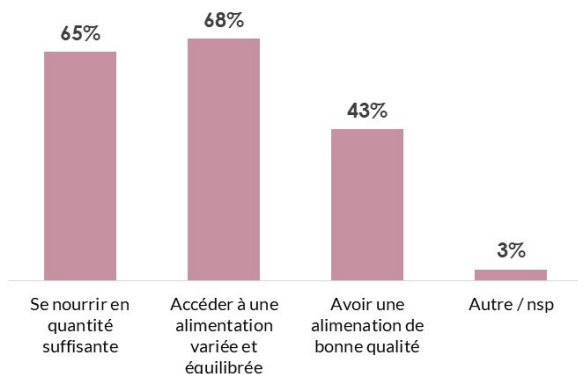
Les trois quarts des professionnels (72%) considèrent que les difficultés liées au logement se sont significativement aggravées. Près de deux professionnels sur trois (61 %) estiment que la dégradation est tout aussi marquée concernant les ressources et le pouvoir d'achat.

D'autres domaines suscitent également une vive inquiétude. L'énergie, la santé et l'accès aux droits apparaissent comme des sources majeures de vulnérabilité. Pour chacun de ces aspects, un professionnel sur deux observe une détérioration importante, voire très importante, de la situation.



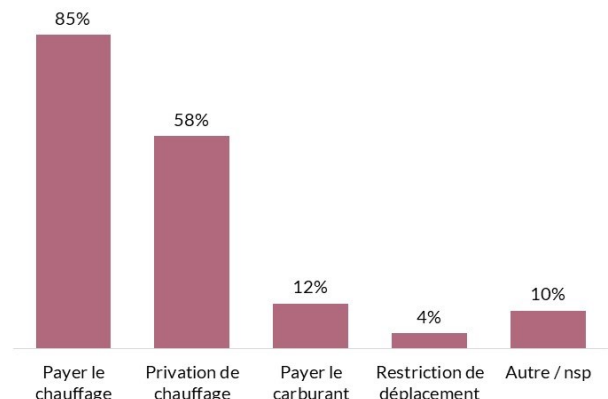
La précarité alimentaire

Accéder à une alimentation équilibrée et variée et manger à sa faim sont les premières aspirations des publics exposés à la précarité alimentaire.



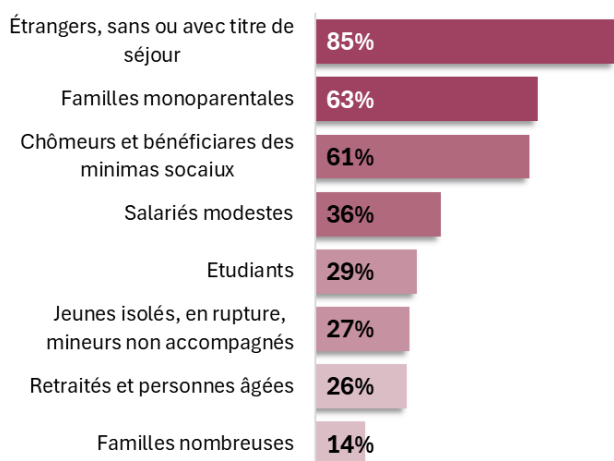
La précarité énergétique

L'impossibilité de payer sa facture et se priver de chauffage, constituent les principales manifestations de la précarité énergétique.



Les personnes en situation de précarité

Selon les professionnels, les étrangers constituent la catégorie la plus exposée à la précarité. Ils sont suivis par les familles monoparentales qui sont identifiées par deux répondants sur trois comme particulièrement vulnérables. En troisième position, figurent les chômeurs et les bénéficiaires des minimas sociaux, évoqués par six professionnels sur dix, nettement devant les autres catégories de publics.



Les professionnels alertent

« Des familles se retrouvent sans ressource du jour au lendemain ».

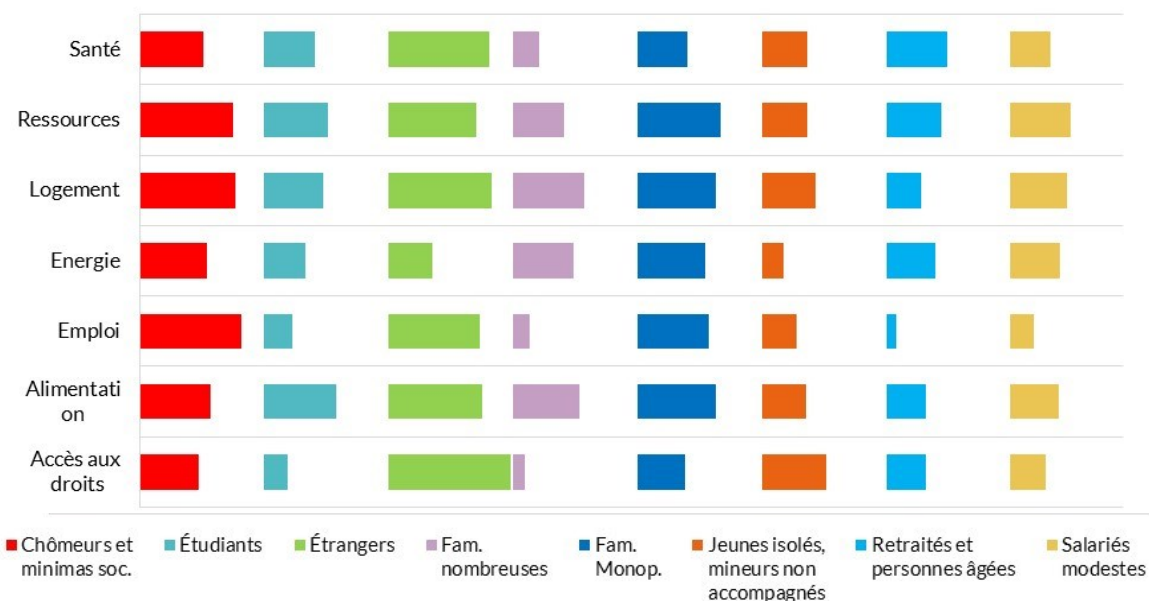
« Autre public qui souffre indirectement de la situation: les enfants ! »

L'identification des catégories de publics en situation de précarité selon les différents domaines met en évidence le caractère à la fois multidimensionnel et cumulatif de la précarité.

En effet, la précarité revêt plusieurs formes car elle touche souvent simultanément différents aspects de la vie, tels que l'accès aux droits, le logement ou encore la santé.

Elle est également cumulative et une personne ou un groupe de personnes se trouve fréquemment confronté à plusieurs difficultés en même temps. C'est notamment le cas des personnes étrangères qui, au regard des réponses recueillies, apparaissent comme celles présentant la plus grande diversité de sources de précarité et rencontrant les difficultés les plus importantes.

Catégories de personnes les plus concernées par la précarité en fonction de chaque domaine



Les autres éléments signalés

Publics non référencés

Les professionnels alertent

« Il y a beaucoup de personnes invisibles, qui ne rentrent dans aucune case. »

Dispositifs existants

« Il faut parfois demander des colis alimentaires dans plusieurs distributions. »

« Il suffit de voir du côté du 115 : les réponses qui peuvent être faites aux familles en demande d'hébergement : "il n'y a pas de place". »

Difficultés rencontrées

« Les personnes en situation d'exclusion sociale sont parfois refusées dans les lieux de soins. »

Exemples de réussite

« Il faut du temps, beaucoup de temps, pour accompagner vers la stabilité. »

Selon les professionnels ayant répondu, certains publics ne sont pas suffisamment abordés dans le questionnaire. Ils mettent en avant les **personnes en situation de handicap** ou souffrant de **troubles psychiques** ou de **problèmes de santé**, les **personnes isolées**, notamment les femmes ou **victimes de violences**, ainsi que les **personnes à la rue**. Les professionnels soulignent l'existence de « **personnes invisibles** » qui ne sont pas identifiées par les institutions en raison d'effets de seuil, de non-recours ou de ruptures administratives. Les professionnels associent cette invisibilité à plusieurs situations : personnes sans droits ouverts ou non éligibles aux minimas sociaux, travailleurs pauvres, personnes en rupture administrative, publics isolés qui ne sollicitent pas d'aide, ou encore personnes cumulant des fragilités de santé (physiques ou psychiques) parfois sans reconnaissance officielle (MDPH, invalidité...).

Les dispositifs sont jugés utiles mais insuffisants face à la hausse des besoins. Les professionnels pointent toujours le **manque de moyens** (humains et financiers), la **saturation des structures** – notamment pour l'hébergement, le logement et les soins, ce qui amplifie les situations de précarité chez tous les profils de publics. L'**alimentation** est de plus en plus citée en lien avec l'**insuffisance des aides** délivrées. En termes de fonctionnement, les **critères stricts de l'administration** pour l'accès aux dispositifs et aux aides, ainsi que les **délais de traitement trop longs** aggravent les situations d'urgence. D'autres obstacles cités par les professionnels sont la **dématérialisation**, la **fermeture des accueils physiques** et la **complexité administrative** qui nuisent à l'accès aux informations et qui entraînent des ruptures de parcours et renforcent le non-recours.

Les professionnels décrivent une **accumulation de fragilités** et surtout des **ruptures de droits et de parcours** liées aux délais administratifs, notamment pour les titres de séjour ou certaines prestations. La **fracture numérique**, la **barrière linguistique** et l'**isolement** accentuent le non-recours et la gravité des situations. L'**accès aux soins**, en particulier en santé mentale, demeure difficile, dans un contexte de saturation et parfois de refus ou de stigmatisation des publics. Plus marginalement, l'**accès aux loisirs, au sport ou à la culture** est également évoqué comme un facteur d'exclusion sociale, certaines familles modestes ne pouvant pas financer une licence, une adhésion ou des vacances.

Les réussites reposent principalement sur un **accompagnement global**, intensif et dans la durée. L'accès à un logement stable ou à un emploi constitue un levier déterminant de sortie de la précarité, souvent rendu possible par un **travail partenarial**. Les professionnels soulignent que ces parcours demandent **du temps** et un **renforcement du pouvoir d'agir**, mais qu'ils produisent des sorties durables de la précarité.

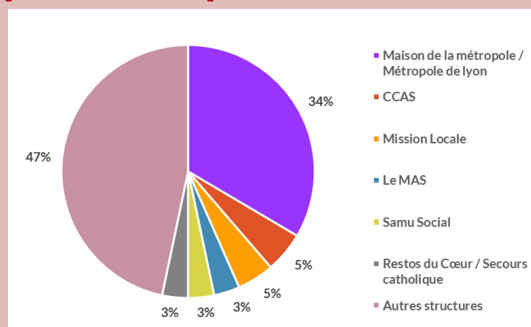
Nous remercions :

- les travailleurs sociaux,
- les bénévoles associatifs
- les salariés d'association, d'institutions, de centres d'hébergement, d'aide alimentaire, de centres de soins, d'établissements scolaires, éducatifs ou d'insertion, et tout le vaste monde des aidants...

Pour répondre au Baromètre ou rejoindre le panel de professionnels



Répartition des répondants selon la structure



Directeur de la publication : Natalia Barbarino

Référent : Salah Jallali - s.jallali@urbalyon.org

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence